

Cahier des clauses administratives particulières

T25ZPYRO

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES BATIMENTS PYRO ET ANNEXE (REHABILITATION DE LA PLATEFORME DEDIEE AUX ESSAIS DE SECURITE DES PRODUITS EXPLOSIFS ET PYROTECHNIQUES) - BATIMENTS 227 & 228

Procédure adaptée

SOMMAIRE

Article 1 -	MAITRE DE L'OUVRAGE	4
Article 2 -	INTERLOCUTEURS	4
2.1	GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE	4
2.2	BUREAU DE CONTROLE (missions L, LP, STI, ENV et PV)	4
2.3	CSPS	5
Article 3 -	OBJET DE LA CONSULTATION	5
Article 4 -	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
4.1	PROCEDURE DE PASSATION	5
4.2	ALLOTISSEMENT	5
Article 5 -	DUREE DU MARCHE	5
Article 6 -	LIEU DE LIVRAISON	6
Article 7 -	VARIANTES ET OPTIONS	6
Article 8 -	CONSIDERATIONS SOCIALES	7
Article 9 -	CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	7
Article 10 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
Article 11 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
11.1	REPRESENTATION DES PARTIES	9
11.2	FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	9
11.3	TRANCHES	9
Article 12 -	PLANNING DE REALISATION	9
12.1	CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION DES TRAVAUX	9
12.2	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	9
12.3	RECONDUCTION	10
12.4	ACCES AU SITE	10
Article 13 -	CARACTERISTIQUES – QUALITE – VERIFICATION – ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	11
Article 14 -	PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	11
14.1	REUNIONS DE CHANTIER	11
14.2	REGISTRE DE CHANTIER	11
14.3	PLAN D'EXECUTION – NOTES DE CALCULS – ETUDES DE DETAILS	11
14.4	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EXECUTES	11
14.5	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	11
14.6	RECEPTION	12
14.7	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	12
Article 15 -	REGIME FINANCIER	12
15.1	MONNAIE ET TVA	12
15.2	FORME ET CONTENU DES PRIX	12

15.3	VARIATION DES PRIX	13
15.4	MODALITES DE REMUNERATION DU TITULAIRE ET DE REGLEMENT DES COMPTES.....	13
15.5	TRAVAUX NON PREVUS	14
15.6	CONDITIONS DE PAIEMENT	14
Article 16 -	SOUS-TRAITANCE	16
Article 17 -	PENALITES	16
17.1	PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	16
17.2	PENALITES POUR ABSENCE DE PARTICIPATION OU RETARD AUX REUNIONS DE CHANTIER	16
17.3	NON-RESPECT DES MESURES DE SECURITE.....	16
17.4	PENALITE POUR CARENCE D'ENCADREMENT	17
17.5	PENALITES LIEES AU REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	17
17.6	PENALITES LIEES A LA REMISE DES DOCUMENTS	17
17.7	PLAFONNEMENT DES PENALITES.....	17
Article 18 -	GARANTIES	17
18.1	RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT	17
18.2	GARANTIE DE PARFAITEMENT ACHEVEMENT	17
18.3	RESPONSABILITE ET ASSURANCES	18
Article 19 -	RESILIATION	20
Article 20 -	DIFFERENDS ET LITIGES	21
20.1	DIFFERENDS.....	21
20.2	LITIGES ET CONTENTIEUX	21

Article 1 - MAITRE DE L'OUVRAGE

Institut national de l'environnement industriel et des risques

Parc technologique Alata

BP 2

60550 Verneuil en Halatte.

Direction incendie, dispersion, explosion

IDE/IDEG :

Fabien Fouillen (Chef de projet)

fabien.fouillen@ineris.fr

03 44 55 65 86 - 06 19 23 43 82

Département finances et achats

DFA/GAMA :

Gaétan Davaine (Acheteur)

gaetan.davaine@ineris.fr

03 44 55 66 21

Département des services généraux

SGX/TEME :

François Elie (Responsable de l'unité Travaux, études et fabrication de moyens d'essais)

francois.elie@ineris.fr

03 44 55 63 86 - 06 29 91 11 71

Louis Fouat (Responsable technique d'opérations)

louis.fouat@ineris.fr

03 44 55 69 33 - 06 10 66 64 16

Hervé Demarcy (Responsable technique d'opérations)

herve.demarcy@ineris.fr

03 44 55 64 54 – 06 14 26 62 72

Article 2 - INTERLOCUTEURS

2.1 GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE

Architecte (mandataire du groupement)

BLEZAT SAS

8 rue des Pirogues de Bercy

F-75008 Paris

Stéphanie Dubos (Architecte - Chef de projet)

s.dubos@blezat.atrrix.group

06 23 49 06 49

Economiste de la construction

BLEZAT SAS

10 rue d'Ouessant - ZA du Pontay

35760 - SAINT GREGOIRE

02 99 85 26 58

BET Fluide/CVC/Elec

FAURE QEI

20, rue Massenet

38400 – SAINT-MARTIN-D'HERES

04 76 92 81 00

contact@faure-qei.atrrix.group

Coordinateur SSI

FAURE QEI

20, rue Massenet

38400 – SAINT-MARTIN-D'HERES

04 76 92 81 00

contact@faure-qei.atrrix.group

2.2 BUREAU DE CONTROLE (missions L, LP, STI, ENV et PV)

QUALICONSLT

Agence de Senlis

5/7 avenue du Général de Gaulle – 60300 Senlis

03.62.53.37.15 / xavier.dumont@qualiconsult.fr

2.3 CSPS

SOCOTEC - Agence Construction Oise
13 Avenue du Parc Alata
60100 CREIL
03 44 63 84 00 / morgane.simon@socotec.com

Article 3 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la construction d'un bâtiment d'essais pyrotechniques (identifié bâtiment PYRO n°227) et son bâtiment annexe (identifié bâtiment ANNEXE n°228) au sein de l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (Ineris).

Le CCAP commun à tous les lots, le CCTP Lot 0 prescriptions communes et les CCTP relatifs à chaque lot, ainsi que toutes les annexes donnent toutes les précisions nécessaires quant à la nature précise des travaux à réaliser.

Article 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1 PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé en procédure adaptée ouverte

4.2 ALLOTISSEMENT

Le marché est décomposé en 13 lots (le lot n°1 n'est pas listé ici car il s'agit de travaux VRD sur zone, objet d'une autre opération, directement gérée par Ineris).

- Lot n°2 Terrassements généraux & gros œuvre
- Lot n°3 Charpente métallique & serrurerie
- Lot n°4 Portes métalliques blindées & métallerie
- Lot n°5 Etanchéité
- Lot n°6 Couverture & bardage
- Lot n°7 Menuiseries extérieures
- Lot n°8 Isolation thermique par l'extérieur & ravalement
- Lot n°9 Cloisons sèches & plâtrerie / Menuiserie intérieure
- Lot n°10 Peintures / Plafonds suspendus / Revêtements de sols souples, durs & résine
- Lot n°11 Plomberie sanitaire
- Lot n°12 Chauffage / Ventilation / Climatisation / Fluides spéciaux
- Lot n°13 Mobiliers de laboratoire
- Lot n°14 Electricité / Courants forts & faibles / SSI / Détection gaz / Foudre

Article 5 - DUREE DU MARCHE

Dans le cadre du présent marché, les notions de délais et durée sont confondues.

Le marché est conclu pour une durée de 13 mois à compter de la notification. Durant ces 13 mois un planning spécifique de réalisation à chaque corps d'état détaillera les délais de réalisation propres à chaque lot. La durée globale des travaux pour l'ensemble de l'opération ne pourra excéder 12 mois à compter de l'ordre de service, dont 1 mois de préparation.

Article 6 - LIEU DE LIVRAISON

L'ensemble des équipements, fourniture travaux, seront à livrer à l'adresse ci-dessous.

Ineris
Parc technologique ALATA BP 2
60 550 Verneuil-en-Halatte
France.

Article 7 - VARIANTES ET OPTIONS

LOT	Option (selon CCTP)	Variante (selon CCTP)
lot 2 Terrassements	OPT1 suppression du plancher béton	
lot 3 charpente métallique	OPT2 charpente métallique support couv	VAR1 filet anti-chute
lot 5 Etanchéité	OPT3 toiture végétalisée OPT4 isolation relevé étanchéité OPT5 étanchéité éléments porteurs	
Lot 7 menuis exte	OPT6 film sur vitrage OPT7 store int.	VAR2 bloc porte AL-P2P1
lot 8 peinture	OPT8 peinture déco exte	VAR3 enduit organique
lot 9 cloisons	OPT9 plaf exte	
lot n°10 Peintures / Plafonds suspendus / Revêtements de sols souples, durs & résine	OPT10 nettoyage chantier OPT11 ossature primaire	VAR 4 peint plaf garn type C
lot 12 CVC		pas de n° gaines PPS en option ! non, ce doit être une variante....
lot 14 elec		variante 06 logique programmée variante 07 alim commune

Les variantes à l'initiative des soumissionnaires sont autorisées à condition qu'ils présentent une offre de base telle que décrite dans les CCTP (avec éventuelles options et variantes obligatoires décrites) et que ces variantes soient suffisamment détaillées pour permettre d'apprécier leurs performances et de vérifier qu'elles sont au moins équivalentes à celles des prescriptions de base définies dans le descriptif.

En aucun cas, l'entreprise pourra remettre en cause sa variante par le biais d'une impossibilité de construction et d'une plus-value financière. L'entreprise sera entièrement responsable des incidences liées à ses variantes sur son lot et les autres lots.

Article 8 - CONSIDERATIONS SOCIALES

Le présent marché public facilite l'insertion professionnelle des publics en difficulté, réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

En cas de sous-traitance, le titulaire peut faire respecter cette obligation, le cas échéant, par son ou ses sous-traitants dans le cadre de l'exécution du présent marché

Article 9 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le présent marché public comprend des considérations environnementales définies dans chaque CCTP.

Article 10 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'acte d'engagement (Réf : AE T25ZPYRO) et ses annexes
 - Les DPGF propres à chaque lot.
- ✓ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP T25ZPYRO) et ses annexes ;
 - Annexe 1 : Les conditions générales d'achat de l'Ineris DI0179AJ
 - Annexe 2 : La charte fournisseur de l'Ineris DI0178AG
 - Annexe 3 : La charte de déontologie de l'Ineris.
 - Annexe 4 : Prérequis techniques intégration réseau V2
- ✓ Les cahiers des clauses techniques particulières général et celui propre à chaque lot et leurs annexes : (remises après signature de l'engagement de confidentialité)

PIECES ECRITES			
BDP042DCE-TCE-004-NOT	A	août-24	Tableau des interfaces
BDP042DCE-THR-005-NOT	A	août-24	Calcul thermique RT Bât N°227
BDP042DCE-THR-006-NOT	A	août-24	Calcul thermique RT Bât N°228
BDP042DCE-PYR-008-NOT	A	juil.-23	Etude Foudre bâtiment
214140C001-RT-P329-001-2-DossierPYRO	2	août-25	Dossier PYRO
BDP042DCE-ARC-001-CCT_A - CCTP00-01	A	août-25	CCTP Lot n°00 PRESCRIPTIONS COMMUNES
BDP042DCE-ARC-003-CCT_A - CCTP02-01	A	août-25	CCTP Lot n°02 TERRASSEMENT/GROS ŒUVRE
BDP042DCE-ARC-004-CCT_A - CCTP03-01	A	août-25	CCTP Lot n°03 CHARPENTE METALLIQUE ET SERRURERIE
BDP042DCE-ARC-005-CCT_A - CCTP04-01	A	août-25	CCTP Lot n°04 PORTES METALLIQUES BLINDEES ET METALLERIE
BDP042DCE-ARC-006-CCT_A - CCTP05-01	A	août-25	CCTP Lot n°05 ETANCHEITE
BDP042DCE-ARC-007-CCT_A - CCTP06-01	A	août-25	CCTP Lot n°06 COUVERTURE ET BARDAGE
BDP042DCE-ARC-008-CCT_A - CCTP07-01	A	août-25	CCTP Lot n°07 MENUISERIES EXTERIEURES
BDP042DCE-ARC-009-CCT_A - CCTP08-01	A	août-25	CCTP Lot n°08 ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEURE ET RAVALEMENT
BDP042DCE-ARC-010-CCT_A - CCTP09-01	A	août-25	CCTP Lot n°09 CLOISONS SECHES ET PLATRERIE / MENUISERIE INTERIEURE
BDP042DCE-ARC-011-CCT_A - CCTP10-01	A	août-25	CCTP Lot n°10 PEINTURES / PLAFONDS SUSPENDUS / REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES, DURS ET RESINE
BDP042DCE-PLO-011-CCT CCTP Plomberie ind A	A	août-25	CCTP Lot n°11 PLOMBERIE SANITAIRE
BDP042DCE-CVC-012-CCT CCTP CVC ind A	A	août-25	CCTP Lot n°12 CHAUFFAGE/VENTILATION/CLIMATISATION/FLUIDES SPECIAUX
BDP042PRO2-MOB-013-CCT_A - CCTP13-03	A	août-25	CCTP Lot n°13 MOBILIERS DE LABORATOIRE
BDP042DCE-ELE-015-CCT- CCTP Lot N°14 ELECTRICITE - Ind A	A	août-25	CCTP Lot N°14 ELECTRICITE - Foudre
BDP042DCE-ELE-004-NDC-Bilan de puissance électrique - Ind A	A	août-25	Bilan de puissance
BDP042DCE-PYR-009-NOT-CDCF SSI	A	août-25	Cahier des charges SSI
BDP042DCE-ARC-018-TAB	A	août-25	Nomenclature de portes et fenêtres
BDP042DCE-Planning_1	A	août-25	Planning travaux
BDP042DCE-PIC_1	A	août-25	Plan installation chantier
BDP042DCE-ARC-021-PLA - Plan des charges d'exploitation	A	août-25	Plan des charges d'exploitation
ANNEXES			
RICT			
Rapport géotechnique G2 PRO			
Permis de construire			

- ✓ Le DPGF propre à chaque lot
- ✓ Les pièces graphiques (remises après signature de l'engagement de confidentialité)

LOTS TECHNIQUES - CFO/CFA		
BDP042DCE-ELE-001-SYN-Carnet de Synoptique CFo	A	août-25
BDP042DCE-ELE-002-SYN-Carnet de Synoptique CFa	A	août-25
BDP042DCE-ELE-003-SYN-Carnet de Zoning SSI	A	août-25
BDP042DCE-ELE-005-PLA-Plan Masse	A	août-25
BDP042DCE-ELE-006-PLA-Bât Annexe N°228 - Plan des chemi	A	août-25
BDP042DCE-ELE-007-PLA-Bâtiment Annexe N°228 - Plan des i	A	août-25
BDP042DCE-ELE-008-PLA-Bâtiment Annexe N°228 - Plan des i	A	août-25
BDP042DCE-ELE-009-PLA-Bâtiment Pyro N°227 - Plan des che	A	août-25
BDP042DCE-ELE-010-PLA-Bâtiment Pyro N°227 - Plan des che	A	août-25
BDP042DCE-ELE-011-PLA-Bâtiment Pyro N°227 - Plan des che	A	août-25
BDP042DCE-ELE-012-PLA-Bâtiment Pyro N°227 - Plan des équ	A	août-25
BDP042DCE-ELE-013-PLA-Bâtiment Pyro N°227 - Plan des écl	A	août-25
BDP042DCE-ELE-014-PLA-Bâtiment Pyro N°227 - Plan des che	A	août-25
BDP042DCE-ELE-015-PLA-Bâtiment Pyro N°227 - Plan des équ	A	août-25
BDP042DCE-ELE-016-PLA-Bâtiment Existant N°131 - Plan des	A	août-25
LOTS TECHNIQUES - CVC et PLOMBERIE		
BDP042DCE-CVC-008-SYN-A Synoptique Plomberie Bât N°227	A	août-25
BDP042DCE-CVC-002-PLA-A Plan Plomberie Bât N°228	A	août-25
BDP042DCE-CVC-004-SYN-A Synoptique Plomberie Bât N°228	A	août-25
BDP042DCE-CVC-006-PLA-A Plan Plomberie Bât N°227	A	août-25
BDP042DCE-CVC-001-PLA-A Plan CVC Bât N°228	A	août-25
BDP042DCE-CVC-003-SYN-A Synoptique CVC Bât N°228	A	août-25
BDP042DCE-CVC-005-PLA-A Plan CVC Bât N°227	A	août-25
BDP042DCE-CVC-007-SYN-B Synoptique CVC Bât N°227	A	août-25
STRUCTURE		
SOMETE-DCE-0100 - BATIMENT ANNEXE	A	août-25
SOMETE-DCE-0200 - BATIMENT PYRO - PHT	A	août-25
SOMETE-DCE2-0210 - BATIMENT PYRO PBAS	A	août-25
SOMETE-DCE-0300 - BATIMENT ANNEXE ARMATURES PH	A	août-25
SOMETE-DCE-0301 - BATIMENT ANNEXE ARMATURES PB	A	août-25
SOMETE-DCE-0400 - BATIMENT PYRO ARMATURES VOILE	A	août-25
SOMETE-DCE-0401 - BATIMENT PYRO ARMATURES PHT	A	août-25
SOMETE-DCE-0402 - BATIMENT PYRO ARMATURES PBAS	A	août-25
SOMETE-DCE-0403 - BATIMENT PYRO DETAILS CM	A	août-25
PIECES GRAPHIQUES - ARCHITECTE - BLEZAT		
BDP042DCE-ARC-001-A-Plan de situation	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-003-A-Plan Masse	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-004-A-BAT 228 ANNEXE - NIVEAU 0	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-005-A-BAT 228 ANNEXE - TOITURE	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-006-A-BAT 228 ANNEXE - COUPES	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-007-A-BAT 228 ANNEXE - FACADES	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-008-A-BAT 228 ANNEXE - FONDATIONS	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-009.1-A-BAT 228 ANNEXE - REPERAGE P	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-009-A-BAT 228 ANNEXE - REPERAGE SO	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-010-A-BAT 228 ANNEXE - REPERAGE MU	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-011-A-BAT 228 ANNEXE - PLAFOND	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-012-A-BAT 227 PYRO - NIVEAU 0	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-013-A-BAT 227 PYRO - TOITURE	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-014.1-A-BAT 227 PYRO - COUPES	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-014-A-BAT 227 PYRO - COUPES	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-015-A-BAT 227 PYRO - FACADES	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-016-A-BAT 227 PYRO - FONDATIONS	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-017.1-A-BAT 227 PYRO - REPERAGE plint	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-017-A-BAT 227 PYRO - REPERAGE SOLS	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-018-A-BAT 227 PYRO - REPERAGE MURS	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-019-A-BAT 227 PYRO - PLAFOND	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-020-A-BAT 227 PYRO - TIMBRAGE	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-021-A- CARNET DE DETAILS	A	sept.-25
BDP042DCE-ARC-022-A- CARNET MENUISERIE	A	sept.-25

- ✓ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 modifié ;
- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- ✓ Les conditions de l'offre du titulaire, sous réserve de leur acceptation écrite par l'Ineris et uniquement pour les dispositions qui ne sont pas contradictoires avec les documents énoncés ci-dessus.

Article 11 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 REPRESENTATION DES PARTIES

L'interlocuteur désigné par l'Ineris pour suivi de l'exécution des prestations est Louis FOUAT

Le titulaire désignera un ou plusieurs interlocuteurs.

Le ou les interlocuteurs sont désignés dans l'offre des candidats.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître de l'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

11.2 FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

L'Ineris notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font :

Par messagerie électronique ;

Par ailleurs, le démarrage des travaux sera signifié au titulaire par ordre de service. La réception de ce dernier fera courir le délai.

En complément des dispositions de l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux les commandes complémentaires ou avenant ont valeur d'OS.

11.3 TRANCHES

Le marché comporte la tranche ferme et la (les) tranche(s) optionnelle(s) suivantes :

Tranche ferme : réalisation des travaux selon CCTP.

Tranche optionnelle : Néant.

Article 12 - PLANNING DE REALISATION

12.1 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le calendrier détaillé de l'ensemble des travaux est élaboré par la maîtrise d'œuvre sur la base des calendriers fournis par chacun des titulaires. Les calendriers détaillés distinguent, le cas échéant, les différents ouvrages. Ils indiquent en outre, pour chacun des lots :

- la durée et la date prévisionnelle de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date prévisionnelle de départ des délais particuliers.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le calendrier détaillé peut être modifié, le cas échéant par l'Ineris, dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires.

12.2 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens du premier paragraphe de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, est fixé à **5** jours.

Seul un nombre supérieur à 5 jours d'intempéries reculera d'autant le délai global, et sans application de pénalités de retard.

Par dérogation à l'article susmentionné les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris

dans la période d'intempéries ne sont pas ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

12.3 RECONDUCTION

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

12.4 ACCES AU SITE

Tous les personnels intervenant sur l'opération devront avoir suivi une formation relative aux risques pyrotechniques, dispensée par Ineris, du fait de la localisation des zones d'intervention et des activités internes Ineris. Des sessions de formation (d'une durée inférieure à 2h) seront organisées par Ineris, en concertation avec les entreprises, avec l'objectif d'en limiter au maximum le nombre.

De par son statut d'établissement public et de par le classement de certaines activités, afin d'accéder sur site tout personnel du fournisseur doit présenter à l'accueil une pièce d'identité valide (carte nationale d'identité ou passeport). Dans le cas particulier de ressortissants hors union européenne, il doit alors faire l'objet de l'acceptation préalable du Haut Fonctionnaire de Défense du ministère dont relève l'Institut. Cette déclaration nécessite de communiquer à l'Assistante de l'Officier de Sécurité, quatre semaines avant le début de l'intervention sur site, un imprimé spécifique annexé (IM-0365 dans le cas des interventions d'une durée inférieure à 5 jours, ou IM-1226 dans le cas d'interventions de 5 jours ou plus).

Un badge « permanent » nominatif sera édité pour tous les personnels intervenants, chaque entreprise titulaire devra en faire les demandes en transmettant à Ineris, au minimum 72h avant intervention, l'imprimé « Demande badges permanents » dûment rempli.

Article 13 - CARACTERISTIQUES – QUALITE – VERIFICATION – ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP définit le cas échéant :

- ✓ les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;
- ✓ les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants ;
- ✓ La liste des matériaux, produits et composants faisant l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.
- ✓ Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le titulaire dans le cadre de ses procédures d'auto-contrôle.
- ✓ Toutefois l'Ineris peut décider de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché.

Article 14 - PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

14.1 REUNIONS DE CHANTIER

Les réunions de chantier ont lieu aux jours et heures définies par le maître d'œuvre à raison d'une réunion hebdomadaire ou bimensuelle selon le planning de réalisation qui sera édité en début de chantier.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

14.2 REGISTRE DE CHANTIER

La tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

14.3 PLAN D'EXECUTION – NOTES DE CALCULS – ETUDES DE DETAILS

Ces éléments incombent au titulaire.

14.4 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EXECUTES

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et un représentant de l'Ineris. Ils donnent lieu à la rédaction d'un PV, assorti le cas échéant de réserves.

14.5 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Au terme des travaux le titulaire doit :

- ✓ procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- ✓ nettoyer les installations ;
- ✓ réparer et remettre en état les installations détériorées ;

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

14.6 RECEPTION

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

14.7 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux, sont mentionnés à l'article 40 du CCAG-Travaux. Ces documents incluent également les DOE et tout autre document mentionné au CCTP.

Les documents devront être remis dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG- Travaux.

Ces documents doivent être reproductibles, et peuvent être dématérialisés.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

Article 15 - REGIME FINANCIER

15.1 MONNAIE ET TVA

15.1.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

15.1.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

15.1.3 Auto-liquidation

Les dispositions de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat. Ainsi la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans le DC4.

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

15.2 FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prix sont forfaitaires

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- ✓ de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- ✓ de phénomènes naturels ;
- ✓ de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- ✓ des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- ✓ de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

15.3 VARIATION DES PRIX

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

A l'exception du Lot n°13 Mobiliers de laboratoire pour lequel les prix sont fermes et définitifs, le titulaire pourra demander la révision des prix mensuellement à l'occasion des situations d'avancement mensuelles.

Les indices à prendre en compte pour le calcul du prix sont les suivants :

- ✓ BT01 :
 - Lot n°2 Terrassements généraux & gros œuvre
 - Lot n°3 Charpente métallique & serrurerie
 - Lot n°4 Portes métalliques blindées & métallerie
 - Lot n°5 Etanchéité
 - Lot n°6 Couverture & bardage
 - Lot n°7 Menuiseries extérieures
 - Lot n°8 Isolation thermique par l'extérieur & ravalement
 - Lot n°9 Cloisons sèches & plâtrerie / Menuiserie intérieure
 - Lot n°10 Peintures / Plafonds suspendus / Revêtements de sols souples, durs & résine
 - Lot n°11 Plomberie sanitaire
- ✓ BT47 pour l'élec
 - Lot n°14 Electricité / Courants forts & faibles / SSI / Détection gaz / Foudre
- ✓ BT38/BT40/BT41 :
 - Lot n°12 Chauffage / Ventilation / Climatisation / Fluides spéciaux
- ✓ Non concerné :
 - Lot n°13 Mobiliers de laboratoire

15.4 MODALITES DE REMUNERATION DU TITULAIRE ET DE REGLEMENT DES COMPTES

Les prix proposés dans l'offre sont des prix globaux et forfaitaires.

Les factures ne pourront donner lieu à paiement que sur constatation du service fait.

Les factures sont payables à 60 jours à réception de la facture déposée sur CHORUSPRO et après certification du service fait.

Le paiement des prestations sera réalisé de la manière suivante :

- ✓ Paiement à l'avancement : après projet de décompte mensuel validé par la MOE et sur présentation par la MOE des états d'acomptes (inclues copies des factures correspondantes)
- ✓ Paiement du solde : après projet de décompte final validé par la MOE et sur présentation du décompte général (inclues copies des factures correspondantes) et PV de réception signé par entreprise, MOE et Ineris

Toute facture qui ne comporte pas de numéro d'identification ou qui n'est pas directement adressée uniquement au Service Facturier de l'Agence Comptable sera retournée au Titulaire sans être payée et sans qu'aucun retard ou défaut de paiement ne puisse être reproché à l'Ineris.

Les situations mensuelles acceptées seront payées à 95 % sur avancement constaté, avec la possibilité de substituer la retenue de garantie par une caution bancaire (voir §18.1 libérable à la fin de la période légale.

En fin de travaux, la facturation sera bloquée à 90 % du montant total du marché, ou 95 % si l'entreprise a fourni une caution bancaire. Cette retenue supplémentaire de 5% sera libérée aux termes suivants :

- ✓ 3% à la réception des travaux, qui pourra être par tranche de travaux, par bâtiments, par ouvrages, sous réserve que le dossier « tels que construits » (DOE) aient été reçus en 3 exemplaires et acceptés par le Maître d'Ouvrage ou son représentant ; ce terme sera obligatoirement basé sur un état de situation définitif du Marché intégrant tous les travaux supplémentaires éventuels (DGD).
- ✓ 2% au constat des levées des réserves émises lors de la réception des ouvrages (dans le cas où un prix de réfaction ne serait pas associé aux réserves).

15.5 TRAVAUX NON PREVUS

15.5.1 Travaux modificatifs

Après signature d'un avenant.

15.5.2 Dépassement du montant initial des travaux

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont subordonnés à la conclusion d'un avenant.

15.5.3 Prestations similaires

L'Ineris pourra négocier, avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application l'article 30-I-7° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

15.6 CONDITIONS DE PAIEMENT

15.6.1 Avance

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de l'avance est fixé à 20%.

L'avance sera versée sur présentation d'une facture d'avance déposée sur CHORUSPRO.

En application de l'article R2191-12 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant initial TTC et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément à l'article R2191-6 du code de la commande publique, des lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-

traitants bénéficiaires du paiement direct.

15.6.2 Paiement des membres du groupement

En application de l'article 10.71 du CCAG Travaux, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

Article 16 - SOUS-TRAITANCE

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître de l'ouvrage le titulaire doit présenter à la maîtrise d'œuvre pour validation préalable son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître de l'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément à l'article 136 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Article 17 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

17.1 PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX

En cas de retard imputable au titulaire, notamment du fait d'une inexécution ou d'une négligence, l'Ineris pourra appliquer des pénalités de retard.

Du simple fait de la constatation d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié, le titulaire encourt une pénalité journalière de **0.2% du montant du lot** par jour calendaire de retard.

17.2 PENALITES POUR ABSENCE DE PARTICIPATION OU RETARD AUX REUNIONS DE CHANTIER

Toute absence ou retard d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt respectivement une pénalité de **250 euros HT** par absence constatée ou **50 euros HT** par tranche d'un quart d'heure de retard.

17.3 NON-RESPECT DES MESURES DE SECURITE

Si le Titulaire ne respecte pas les règles portant sur la sécurité et la santé des travailleurs, l'Ineris pourra appliquer à son encontre une pénalité de **300 euros HT** par infraction constatée

En cas d'arrêt de chantier, le prestataire en supportera toutes les conséquences financières et les pénalités de retard pourront lui être appliquées de plein droit.

17.4 PENALITE POUR CARENCE D'ENCADREMENT

En cas de défaut d'encadrement, entraînant des retards et malfaçons préjudiciables à l'avancement du chantier, le maître d'œuvre se substituera à l'entrepreneur pour un coût journalier de **1000 euros HT** facturé à l'entreprise défaillante.

17.5 PENALITES LIEES AU REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

En cas de retard constaté dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier le titulaire encourt une pénalité de **50 euros HT** par jour calendaire de retard.

17.6 PENALITES LIEES A LA REMISE DES DOCUMENTS

En cas de retard constaté dans la remise de documents en cours d'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de **50 euros HT** par cas constaté.

En cas de retard dans la remise de documents à fournir après l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de **100 euros HT** par jour calendaire de retard.

17.7 PLAFONNEMENT DES PENALITES

Le montant des pénalités est plafonné à **10%** du montant du marché.

Article 18 - GARANTIES

18.1 RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT

Il est pratiqué une retenue de garantie sur ce marché à hauteur de 5% du montant TTC du lot. La retenue de garantie sera appliquée sur chaque situation d'avancement.

La retenue de garantie peut être levée contre remise d'une caution bancaire de même montant (toutes taxes comprises) délivrée par un établissement agréé par le ministère français de l'économie. Cette caution bancaire peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Lorsque le titulaire du marché est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

18.2 GARANTIE DE PARFAITEMENT ACHEVEMENT

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit :

- ✓ Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise dans les conditions définies lors de la réception.
- ✓ Remédier à tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- ✓ Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue pendant la période couverte par la garantie.
- ✓ Remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes.

A l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur est dégagé de ses obligations contractuelles, à

l'exception de celles couvrant les travaux sur une période plus longue (telle que la garantie de bon fonctionnement et la garantie décennale).

18.3 RESPONSABILITE ET ASSURANCES

18.3.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

18.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : **3,8M** euros par sinistre.
- dommages matériels et/ou immatériels : **900 000** euros par sinistre.

18.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- ✓ garantie effondrement avant réception ;
- ✓ responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- ✓ dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

18.3.4 Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances

et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc..) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître de l'ouvrage.

Article 19 - RESILIATION

Le présent marché peut être résilié de plein droit par l'Ineris en cas d'inexécution par le Titulaire d'une ou plusieurs de ses obligations contenues dans le présent marché et ses annexes.

Cette résiliation devient effective 1 mois après l'envoi par l'Ineris d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai le Titulaire n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

Le présent marché pourra également être résilié de manière unilatérale par l'Ineris sans motif. La résiliation devient effective dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de la décision de résiliation par courrier en recommandé avec accusé de réception.

Les frais engagés par le Titulaire du marché jusqu'à la date effective de la résiliation seront néanmoins remboursés.

L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas le Titulaire de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve de dommages et intérêts dus à l'Ineris du fait de la résiliation anticipée du contrat.

Le présent marché pourra également être résilié aux torts exclusifs du Titulaire dans les cas suivants :

- ✓ Le Titulaire a fait obstacle aux opérations de vérification par l'Ineris ;
- ✓ Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ;
- ✓ Le Titulaire a communiqué des informations techniques de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- ✓ Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux
- ✓ Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité,
- ✓ L'indisponibilité est constatée pendant trente jours dans le cas de prestations de maintenance.
- ✓ Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Cette résiliation intervient sans mise en demeure préalable, sans délai et sans indemnisation du Titulaire.

Cette résiliation ne fait pas obstacle à l'application des pénalités à hauteur du préjudice subi.

Article 20 - DIFFERENDS ET LITIGES

20.1 DIFFERENDS

Les différends entre l’Ineris et le titulaire seront réglés en priorité par voie amiable notamment en contactant les services du médiateur de la république.

20.2 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif d'Amiens :

14 Rue Lemerchier, 80000 Amiens

03 22 33 61 70

Institut national de l'environnement industriel et des risques

Parc technologique Alata • BP 2 • F-60550 Verneuil-en-Halatte

03 44 55 66 77 • ineris@ineris.fr • www.ineris.fr